

PSC : alerte sur vos cotisations !

Nos collègues de l'Environnement l'avaient dit : « en deux ans de contrat, Alan nous fait déjà les poches ! »

Sous prétexte d'augmentation des frais de santé et surtout de la baisse des remboursements de la sécurité sociale, Alan parle déjà de modifications et d'augmentation du niveau de cotisations sur les options...de 5% à venir a minima est plus probablement de 9% d'ici la fin du contrat (2031)...honteux !

Avec l'aval du Ministère, il informe les organisations syndicales réunies à la Commission Paritaire sur la Protection Sociale à Bercy (CPPS), du choix d'un maintien « exceptionnel » des cotisations options pour cette année et d'un lissage d'augmentation dès 2027 et sur plusieurs années.

Les agents de Bercy ne doivent pas payer pour les désengagements et renoncements divers qui s'opèrent ! La CGT Finances publiques et la CGT douanes appellent l'ensemble des agents à participer massivement à la journée d'action fonction publique du 29 septembre ! (téléchargez le communiqué)

Déconcentration RH

Déclaration liminaire de notre organisation syndicale au GT du 8 septembre sur les sanctions disciplinaires et du transfert des décisions de sanction du premier groupe aux directeurs et directrices locaux plutôt qu'au bureau déontologie de Bercy.

Depuis l'annonce de cette réforme la CGT Finances Publiques n'a eu de cesse de dénoncer ce projet, qui **augmente toujours plus les pouvoirs des directions locales au risque d'augmenter un peu plus l'arbitraire**. La supervision et les tableaux de contrôle ne changeront rien au fait que la discipline ne sera plus appliquée de manière homogène dans notre administration. **Après le recrutement à la tête, c'est la sanction au bon vouloir des chefs...** ([téléchargez le tract](#))

SOMMAIRE

Page 1 : nouvelles de la DGFIP

Page 2 : le coin des cadres et techniciens avec l'UGICT-CGT

Page 3 : le coin du collectif aubois de la fonction publiques avec l'UFSE

Page 4 : grève le 29 septembre

Création d'un corps B technique : la CGT à la manœuvre depuis 3 ans !

La DGFIP a enfin porté auprès du ministère la création d'un corps B technique. Celui-ci aurait pour tâche la gestion des missions supports.

Cette annonce fait suite à une longue série de réunions bilatérales à l'initiative de la CGT avec la direction générale. La CGT Finances Publiques y a porté auprès des différents bureaux de Bercy, en compléments des groupes de travail, de nombreuses revendications pour les agentes et agents effectuant des missions techniques (titulaires et contractuels dit Berkani), avec notamment la création de ce nouveau corps.

Actuellement les perspectives de carrière offertes aux agentes et agents techniques sont faibles. Elles et ils sont peu nombreux à postuler sur la liste d'aptitude parce que beaucoup aiment leur travail et ne souhaitent pas exercer de tâches administratives. Parmi celles et ceux qui postulent, le taux de reçus est 2 fois moins important que celui du corps des administratifs.

La CGT Finances Publiques est la seule organisation syndicale à siéger sur l'ensemble des CAP et CCP de Bercy et donc à pouvoir y défendre l'ensemble des personnels. Nous ne nous contentons pas d'y faire de la défense individuelle, nous y portons aussi vos revendications collectives pour améliorer les droits et garanties de l'ensemble des agentes et agents de la DGFIP.

([téléchargez le tract](#))



Imprimé par la section syndicale
CGT finances publiques de l'Aube
UD CGT 10 / 2A boulevard du 1er RAM
10 000 TROYES
<https://10.cgtfinancespubliques.fr>
cgt.ddfip10@dgfip.finances.gouv.fr

NOTRE TRAVAIL CRÉE LES RICHESSES : NOS SALAIRES DOIVENT AUGMENTER !

Se loger, se nourrir, se déplacer, profiter de ses congés, faire face aux imprévus... Notre salaire doit nous permettre de vivre dignement de notre travail.

Depuis 2021, les prix ont fortement augmenté : + 13 % selon l'Insee

Les salaires n'ont pas suivi ce rythme. Résultat : pour beaucoup de salariés, le niveau de vie stagne, voire recule.

Pourtant, augmenter les salaires, c'est bon pour notre quotidien et pour toute l'économie : plus de la moitié de la richesse produite en France dépend de ce que nous consommons.

Augmenter les salaires, c'est possible ! Nos voisins européens l'ont davantage fait ces dernières années. En France aussi, les moyens existent : les dividendes versés aux actionnaires progressent bien plus vite que nos salaires. Il faut faire le choix de consacrer une plus grande part des richesses que nous produisons aux salaires.

Les richesses existent : faisons le choix des salaires

Les entreprises reçoivent des milliards d'euros d'aides publiques et exonérations de cotisations sociales (211 milliards en 2023 !), sans contrôle ni contrepartie. Compensées en grande partie par l'État qui se retrouve à payer à la place des entreprises, les exonérations de cotisations incitent d'autant plus les patrons à mal payer les salariées : plus les salaires sont bas, plus les exonérations sont hautes ! Il faut sortir de ces exonérations qui participent d'une politique de bas salaires et fragilisent notre Sécurité sociale - donc nos droits.

Pas de tour de passe-passe : nous voulons de vraies augmentations de salaire !

- **réduire le budget de l'État ?** C'est réduire nos services publics et s'attaquer encore aux fonctionnaires, alors que nous avons besoin de moyens pour les hôpitaux, les écoles, la justice, la lutte contre le réchauffement climatique ;
- **rapprocher le brut du net en réduisant les cotisations retraites, famille, maladie ?** C'est diminuer notre salaire et réduire notre protection sociale, car si le salaire net sert à payer le mois (factures, loyer), le salaire brut c'est pour toute la vie (en cas de problème de santé, de chômage, à la retraite et dans la parentalité) ;
- **des primes non cotisées ?** C'est un « pourboire » pour tout de suite, mais sans droit associé et sans garantie d'en bénéficier l'année d'après. Les primes d'aujourd'hui c'est la déprime de demain !
- **des augmentations individuelles ?** Ce sont des augmentations au bon vouloir des directions qui mettent les salariées en concurrence ;
- **la TVA « sociale » ?** Elle n'a de social que le nom : elle pèse davantage sur les petits revenus et ne crée aucun droit !

Pour améliorer notre niveau de vie et mieux reconnaître notre travail, La CGT revendique :

- des hausses générales de tous les salaires, à commencer par le Smic ;
- l'augmentation du point d'indice dans la fonction publique ;
- l'indexation de tous les salaires et des pensions sur les prix ;
- le blocage des prix des carburants.

Des augmentations de salaire, ça se gagne. Pour cela, on s'organise !

Dans nos entreprises et nos services, commençons par en parler ensemble : de quelle augmentation avons-nous besoin ? Quelles revendications pouvons-nous porter collectivement ?

Puis on s'organise, et on se mobilise pour exiger l'ouverture de négociation, peser sur les choix des employeurs et gagner des augmentations de salaire.

SE SYNDIQUER !

NOM :
PRÉNOM :
MEL :



Nous reprendrons contact avec vous ou cliquez directement sur l'image du cadre

LES 10 PRIORITES GGT POUR LES AGENTS ET LES SERVICES PUBLICS

La CGT organisait mardi 8 septembre une grande journée des services publics.

Elle y présentait ses 10 priorités pour les agents et les services publics.

Face à ces événements climatiques, une fois encore, ce sont les agents publics qui ont tenu le pays debout et sauvé des vies. Et qui en ont payé le prix fort. 4 pompiers sont morts et près d'un millier blessés. Il a fait plus de 35 degrés dans les hôpitaux, les crèches et les Ehpad, et les agents ont continué à travailler pour assumer leurs missions au prix de centaines d'accidents de travail.

Les services publics et leurs agents ne doivent plus être une variable d'ajustement. Ils et elles doivent être les acteurs prioritaires pour lutter contre le réchauffement climatique, contre l'abandon des territoires. La santé, l'éducation, la sécurité, la justice, la solidarité, les services de proximité ne sont pas des marchandises.

Retrouvez toutes ces propositions de la CGT [dans notre dossier de presse](#) :

- 1) Reconnaître les agents publics : le sens avant l'austérité.
- 2) Faire de l'adaptation et de la lutte contre le changement climatique une cause nationale.
- 3) Remettre nos hôpitaux à niveau : une urgence vitale.
- 4) Pour des collectivités territoriales au service des populations.
- 5) Faire du logement une priorité d'adaptation climatique.
- 6) Agir en faveur de l'éducation, la culture, la pluralité de l'information.
- 7) Des moyens pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles et protéger les enfants.
- 8) Mettre fin à la paupérisation de la recherche et de l'enseignement supérieur.
- 9) Pour une fiscalité plus juste.
- 10) Pour la conditionnalité des aides publiques et la suppression des exonérations de cotisations sociales.

LE 27 NOVEMBRE 2025 À 9 H 30

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DE LA SECTION FINANCES PUBLIQUES

À LA MAISON DES SYNDICATS DE TROYES (1^{ER} ÉTAGE)



GRÈVE LE 29 SEPTEMBRE RAS LE BOL GÉNÉRAL DANS TOUTE LA FONCTION PUBLIQUE !

PENDANT QUE CERTAINS SE GAVENT,

- 👉 **415 milliards** de crédits au titre de la loi de programmation militaire et **36 milliards** qui viennent d'être ajoutés.
- 👉 **211 milliards** alloués chaque année aux entreprises sans contreparties, ni évaluation ni contrôle.
- 👉 **90 milliards** de niches fiscales dont un tiers des créances bénéficie à 28 grands groupes.
- 👉 **80 à 100 milliards** échappent tous les ans au budget de l'État du fait de l'évasion et de la fraude fiscale.
- 👉 **13 335 millionnaires** n'ont pas payé d'impôts sur le revenu en 2024 grâce à l'optimisation fiscale.
- 👉 **98 milliards de dividendes** distribués en 2024 par les 40 plus grosses entreprises françaises.
- 👉 **60 % du patrimoine** est détenu par **10 % de la population**.

LA FONCTION PUBLIQUE EST AU PAIN SEC,

- 👉 **36 milliards de coupes** dans le budget de l'État 2026 (Loi de Finances) + **gels et annulations de crédits de 6 milliards, suivis d'une nouvelle annonce de coupes supplémentaires de 3 milliards sur l'État et 2 milliards sur les collectivités locales. 800 millions de mesures de « redressement » complémentaires sur la sécurité sociale.** Avec chasse aux arrêts maladies (notamment ceux de courtes durées).
- 👉 Les réserves de précaution des ministères ont été **annulées**.
- 👉 Suppression de 4032 postes d'enseignants, 515 à France Travail, **550 à la DGFIP**, pour exemples.

ET LES AGENTS SONT MALTRAITÉS !

- 👉 **Notre pouvoir d'achat s'effondre** : gel de la valeur du point d'indice (- 30 % de sa valeur en 25 ans), arrêt du versement de la GIPA, jour de carence, -10 % de la rémunération en congé maladie ordinaire...

Pour être au niveau du Smic, 862 000 agent-es publics perçoivent une indemnité différentielle.

- 👉 Les attaques se succèdent contre **les autorisations spéciales d'absence, les congés pour raison de santé, le mi-temps thérapeutique**, etc.
- 👉 **La fatigue et le mal être au travail se propagent**, notamment à la DGFIP, faute d'effectifs, avec des restructurations permanentes, une industrialisation des tâches, une politique managériale propice à la toxicité, etc.
- 👉 Cerise sur le gâteau, des agents des finances publiques se sont vu brutalement réclamer des **remboursements d'indus** parfois astronomiques, alors que seule l'administration en est responsable !

DE L'ARGENT IL Y EN A POUR FINANCER D'AUTRES CHOIX, ALORS ORGANISONS LA RIPOSTE !

- 📢 Participons nombreuses et nombreux au « **Village CGT de la Fonction Publique** », au pied de Bercy, de **16h à 20h, le 8 septembre 2026**.
- 📢 Soyons en grève et en manifestation, à l'appel des 8 organisations de la Fonction Publiques, le **mardi 29 septembre prochain**, imposons d'autres choix !
- 📢 Débattons et décidons dès à présent des **suites du 29 septembre** pour amplifier la mobilisation !